

Energie 2

- I. Les conditions et contextes du débat
- II. Politique de société
- III. Problématique de civilisation
- IV. Politique de société et de civilisation

I. Les conditions et contextes du débat

Conditions intrinsèques;

Sur le déroulement du débat, mêmes remarques que Pierre Castillon, en insistant sur la faiblesse des comparaisons internationales, le très petit nombre d'européens et extra-européens pouvant apporter de multiples expériences à nos réflexions, y compris éventuellement critiques.

Il manque également une prospective de coopération étroite avec les pays de l'Union européenne pour traiter en commun certains problèmes énergétiques-clés. Le gain de l'indépendance énergétique par rapport aux sources lointaines a besoin d'être également assuré par une intensification des interdépendances européennes.

Il n'y a pas de culture du débat en France. Il y a une culture de la polémique. Certes la polémique est nécessaire à l'intérieur du débat. Le débat comporte la polémique mais il comporte d'abord la reconnaissance de l'autre y compris adversaire comme interlocuteur

Il faut aussi remarquer l'absence d'attention des partis politiques (qui auraient pu créer leur commission énergie) l'indifférence des médias, (qui négligent ce qui n'est pas sensationnel ou immédiat) ; il faut enfin remarquer l'existence de colloques certes antagonistes mais de fait complémentaires, suscités par le débat lui-même, et que nous devrions considérer comme satellites du débat officiel.

Conditions sociologiques et civilisationnelles

L'énergie nous pose directement, non seulement des problèmes techniques et économiques., mais aussi les problèmes des transports, de l'habitat, de la production, de la consommation, de la ville, du mode de vie. Elle nous amène à considérer des problèmes clés de société. La société est un complexe dans le sens où le mot complexus signifie « ce qui est tissé ensemble » et, si nous suivons les fils énergétiques, nous arrivons au complexe d'ensemble.

Ce complexe comporte aussi les comportements et finalités individualistes qui marquent nos habitudes de vie, nos genres de vie, nos styles de vie, c'est à dire notre vie quotidienne et personnelle.

Il nous faut donc nous situer dans le complexe :

Economie → écologie → société → civilisation → politique
 - ↑-----↓-----↓-----↓-----↓-----↓

Dire complexe signifie enfin que nous devons toujours considérer les données particulières en relation avec l'ensemble dont elles font partie, et de même considérer l'ensemble toujours en relation avec les parties. Il faut éviter les expertises compartimentées et demander des expertises capables de situer leur objet dans son contexte.

Enfin, ce complexe comporte en lui des problèmes de civilisation puisque ce qui caractérise notre civilisation c'est le développement ininterrompu de son caractère technique-économique-industriel, qui comporte la croissance ininterrompue des besoins, productions et consommations, dont la croissance de la consommation énergétique ; nous commençons seulement à prendre conscience que cette consommation comporte des gaspillages et dilapidations, et qu'elle détermine des dégradations et des raréfactions ; nous devons prendre conscience que cette situation nécessite des innovations et des réformes dans tous les domaines

Le débat aurait donc pu porter plus fortement sur les problèmes de société et de civilisation qui sont impliqués dans les problèmes de l'énergie.

conditions objectives du problème français

1.-la situation énergétique

- la dépendance énergétique à plus de 40% de la France à l'égard de sources lointaines et aléatoires

- les menaces sur notre environnement et les atteintes à la qualité de la vie provoquées entre autres par les pollutions et nuisances issues des multiples utilisations du pétrole

- le sous-développement des énergies renouvelables (géothermiques, éoliennes, solaires, marémotrices) sans doute lié au grand développement du nucléaire

- le problème que pose la solution nucléaire

- la disparition prévisible des énergies fossiles

- les aléas et les incertitudes du futur

2. la nécessité d'économies d'énergie

Deux motivations impératives : l'autonomie énergétique nationale et la réduction des nuisances et pollutions demandent de réduire les énergies importées (pétrole, charbon)

On peut ici faire une liste de premières économies souhaitables dans les conditions actuelles : limitations de la climatisation, suppression du chauffage électrique, limitation des températures de logements et bureaux, réglage des périodes chauffage en fonction de la température extérieure et non de programmes saisonniers, développement de la co-génération.

A noter déjà que certaines économies nécessiteraient un important changement de comportement des usagers (notamment en ce qui concerne l'usage des voitures) et d'autres d'importants grands-travaux, notamment créer les voies pour les ferroutages nord-sud, transalpins et transpyrénéens (5,5 millions de camions dépendent à 95 % de pétrole et émettent 35% du gaz carbonique).

3 : la nécessité de développer les énergies renouvelables

Les considérer non pas seulement isolément chacune dans sa spécificité propre, mais aussi comme un ensemble où il faudrait associer et combiner l'éolien, le solaire, le photovoltaïque, le géothermique)

Notons déjà le grand développement de ces énergies en Espagne (où les éoliennes doivent atteindre 46% du potentiel total en 2011) et en Allemagne.

Un programme de reforestation pourrait procurer de la bio-masse.

Examiner les possibilités de développer les sources diverses de bio-carburants

le contexte européen

L'autonomie énergétique nationale doit être située au sein d'une interdépendance européenne

Le contexte européen comporte les directives de l'Union européenne (comme par exemple d'arriver en à 21% de production d'énergies renouvelables) ; il comporte l'examen des multiples et riches expériences de nos amis européens, notamment Belgique, Danemark, Allemagne, Luxembourg, Espagne, dans les domaines de la ré-humanisation des villes, des énergies renouvelables, et dans l'examen des politiques de sortie du nucléaire engagées par la Belgique et l'Allemagne.

Il faut de plus, répéter le, concevoir la nécessité de contribuer activement à une politique européenne commune où l'interdépendance assure l'indépendance commune.

le contexte planétaire

La planète dans son ensemble subit la gravité croissante des menaces sur la biosphère, qui sont rétroactivement des menaces sur l'humanité même. D'où les conférences de Rio, Kyoto, Johannesburg, qui confirment les diagnostics alarmistes sans encore imposer les processus réformateurs.

Cette croissance de la menace est liée à la croissance technique-économique-industrielle dans toutes les régions du globe, à quoi s'associe une croissance démographique.

Plus profondément, c'est tout le dynamisme d'une civilisation, issue de l'Occident, comportant le développement non stop de la science, de la technique, de l'industrie, de la production, de la consommation qui se trouve en manque de régulations. Ce dynamisme peut être assimilé à un feed-back positif, déchaînement de caractère désintégrateur s'il ne trouve pas ses contrôles et ses régulations. *C'est bien ce processus qui est impliqué dans le terme de « développement » et qu'essaie de réguler la notion de développement durable.*

En dépit de vastes zones de sous-consommation et de misère que suscite le développement même, nous sommes emportés dans une civilisation de la production/consommation sans frein. Et la France à la fois bénéficiaire et victime de ce processus, en subit les avantages et les maux. *Nous ne devons pas ignorer ce contexte au moment d'élaborer une politique énergétique.*

Rappelons que la France a pris clairement position à Johannesburg pour développer la coopération planétaire afin de sauvegarder la biosphère.

De plus nous pouvons déjà constater que l'élaboration d'une centrale pour réaliser la fusion nucléaire suscite la collaboration de l'Europe, des Etats Unis, de la Russie et de la Chine. La coopération mondiale est nécessaire pour résoudre les plus importants problèmes énergétiques

le contexte temporel

La période des 20 à venir : comporte des caractères problématiques et hypothétiques.

Il faut distinguer le prévisible, le probable, l'incertain en tenant compte que très souvent c'est l'inattendu qui arrive.

Nous sommes dans un temps particulier, où nous pouvons prévoir la disparition à terme des énergies fossiles, où nous ne pouvons prévoir quand nous pourrions domestiquer la fusion nucléaire, opérer la séquestration du CO₂, remplacer l'essence automobile. Nous sommes devant un futur historiquement incertain, sur lequel planent des menaces mortelles mais qui porte des espérances jusqu'alors inconnues. Nous sommes simultanément devant un avenir écologique menacé et un avenir climatique aléatoire.

Enfin la durée des effets néfastes des déchets nucléaires se poursuivraient en milliers, voire millions d'années, alors qu'on ne peut envisager de prévision ou contrôle au delà d'un siècle. Toutefois on ne peut exclure que l'on puisse trouver des moyens de supprimer la nocivité des déchets radioactifs en créant des centrales alimentées par ces déchets même.

Aussi la prospective énergétique pour les années à venir doit être accompagnée d'une prospective à plus longue échéance, où soient envisagées les grands progrès possibles en même temps que les grands dangers éventuels. Ce qui nous conduit à combiner le principe de prudence (dans les sécurités) à celui de hardiesse (dans les investissements et la recherche des solutions futures).

Ainsi donc, pour nous situer dans le temps:

- la fusion nucléaire résoudrait bien des problèmes, mais le premier réacteur de recherche, ITER, ne serait prêt que dans une vingtaine d'années
- les voitures hybrides ne sont qu'à leur stade préliminaire, mais pourraient connaître un grand développement au cours de cette période
- l'utilisation de l'hydrogène à des fins énergétiques est une possibilité que l'on ne peut encore dater
- le CO₂ pourrait être séquestré mais la formule n'a pas été trouvée
- dans ces incertitudes il importerait de développer au maximum les énergies renouvelables et les centrales de co-génération, et d'investir fortement sur les nouvelles sources d'énergie
- le grand et difficile problème est d'assurer une soudure énergétique avant qu'apparaissent la fusion nucléaire et l'hydrogène.

Aussi la réponse aux principaux problèmes énergétiques passe par un investissement massif sur la recherche notamment là où elle est sous-développée ou négligée : la recherche sur les énergies renouvelables dispose de moyens 50 fois plus faibles que le nucléaire.

- La recherche doit viser à améliorer performances et rendement des éoliennes, de la géothermie, du solaire ; elle doit envisager le développement des éoliennes off shore, et l'utilisation de l'énergie des vagues et des marées. Elle doit viser à trouver les meilleurs techniques, pour gazéifier le charbon. Elle doit ambitionner à trouver les techniques de captage du CO₂, (et en attendant on peut envisager la reforestation dans ce sens des terres en friche). Elle doit s'investir sur la fusion nucléaire. Elle doit s'investir également sur la viabilité des voitures de type hybride

(électricité, essence) en préparant le nouveau type de voiture qui se passerait de l'essence.

La problematisation du nucléaire:

Le nucléaire est pour la première fois officiellement problématisé. En même temps cette problematisation se pose dans une perspective d'avenir comportant les incertitudes ci-dessus indiquées.

Le nucléaire est l'objet crucial du débat car il présente des avantages (pas de pollution dans l'atmosphère), des inconvénients (nécessité d'une très grande sécurité) et des risques (accidents graves improbables mais possibles, cibles idéales d'attentats, rayonnement radio-actif des déchets,)

La problématique spécifique du nucléaire doit être vue dans le contexte futur

- il y a des protections fiables seulement à court et moyen terme pour les déchets radioactifs à très longue durée de rayonnement . Cela doit influencer le choix politique sur le nucléaire lui-même. Toutefois avons nous dit, une centrale pourrait être alimentée par les déchets radioactifs et ainsi éliminer leur nuisance (cf. Courrier international, 20/3/03,p.55)

- les nouvelles menaces terroristes peuvent menacer des centrales ou La Hague (un avion sur la Hague déclencherait Tchernobyl x 67?

- l'investissement sur EPR (2/3 milliards d'euros) se fait-il au détriment d'investissement sur le renouvelable ?

Il y a aussi dépendance énergétique de l'étranger : uranium nigérien et canadien ; l'exploitation de la mine d'uranium canadienne a du être suspendue à la suite de fortes inondations

Le nucléaire est ainsi soumis à des risques spécifiques et désormais à la menace.

Aussi, les centrales actuelles ne devenant obsolètes qu'en 2020, il semble inutile de décider d'une nouvelle centrale EPR avant 2010 ou 2015. L'incertitude actuelle ne permet pas d'être assuré qu'EPR conçu dans les années 80, serait la filière de l'avenir..

II. La politique de société

Au delà d'un certain seuil la modification de nos comportements énergétiques signifie modifications dans nos genres et modes de vie, et pose simultanément une problématique de société : transports, habitat, consommation, ville,.

1 . Transports

C'est dans le domaine des transports qu'il y a à la fois la plus grande dépendance énergétique, la plus grande pollution matérielle,

- a. D'où la nécessité de diminuer les transports polluants :
- développement du réseau TGV pour diminuer les transports avion et les transports voiture ?
 - développement de l'usage des canaux
 - ferroutage pour les camions? (dans l'urgence Lyon-Turin, Centre-Pyrénées)

b d'où la nécessité de réguler la circulation urbaine :

- ceinture de parkings autour des villes et des centre-ville (modèle Freiburg)

- piétonnisation des centre-villes avec privilège des transports publics de préférence électriques (tramways)
- incitation au covoiturage

2 habitat

Cette problématique nous amène à concevoir ensemble et non de façon séparée les énergies renouvelables (éolienne, solaire, photovoltaïque, geo-thermique et, dans le cas de sources ou rivières privées, hydraulique) puisque celles ci, de façon complémentaire et combinée, doivent tendre à assurer chauffage et éclairage de l'habitat.

Une politique de l'habitat devrait donc tendre à favoriser à la fois le développement de chacun de ces énergies et leur combinaison.. Elle devrait du même coup favoriser la cogénération.

Elle devrait considérer les exemples étrangers (ex. 100.000 panneaux solaires en Allemagne, 5.000 en France), donner la liberté de produire son électricité domestique. Imposer certaines économies, dont l'élimination du chauffage électrique, le double vitrage, la limitation de la climatisation, la mise en marche des chauffages d'immeuble en fonction de la température extérieure et non de la date préfixée.

3 Ville

Le problème de la ville a déjà été abordé par le biais de celui des transports et de celui de l'habitat. Ici il faut affronter de front le problème des mégapoles où la Ville en tant que telle est étouffée sous l'agglomération informe. Une politique de désengagement, par piétonisation et développement des transports publics non polluants dans les centres-villes a déjà été indiquée . Disons de plus qu'il faut envisager le dé-mégapolisation, au profit des villes moyennes et le repeuplement des villages et bourgs. Les villages mourants peuvent être revitalisés par l'installation de boulangerie, bistro, artisans, l'installation de retraités jeunes, le développement du télé-travail. Ici se dégage le double et corrélatif problème de l'humanisation des villes et de la revitalisation des campagnes.

La tendance à la concentration scolaire et hospitalière, inspirée par des motivations économiques purement quantitatives, devrait être inversée.

III la problématique de civilisation

a) L'intoxication automobile

La voiture particulière est une conquête de notre civilisation, d'autant plus largement répandue qu'elle répond aux besoins d'autonomie des individus, à leurs aspirations de mobilité, elle symbolise liberté, confort, puissance (un léger mouvement de pédale déclenchant une formidable énergie). Elle est dans ce sens inséparable de la qualité de la vie. Mais en même temps, l'excès automobile détruit la qualité de la vie : les embouteillages autour et dans les villes, les recherches de stationnements, les pertes de temps, les pollutions innombrables, l'agressivité que déclenche la maîtrise d'une puissance énergétique au sein de la protection d'une

conduite intérieure. Il y a donc, non seulement les jouissances, mais les désagréments et les effets pervers provoqués par l'intoxication automobile (Paris utilise à 65% la voiture alors que Barcelone et Berne l'utilisent à 35%), qui doit être traitée comme les autres formes d'intoxication, pas seulement par la pénalisation, mais aussi par la cure piétonne, vélocipédique et par transports collectifs.

L'usage intempérant de la voiture conduit aux paralysies de circulation. L'intoxication automobile transforme les besoins légitimes de mobilité en bougeotte.

b) La surconsommation

La plus grande consommation d'énergie vient des biens de consommation. Bien qu'elle comporte des zones de pauvreté et de sous-consommation, notre civilisation, avec l'appoint des incitations publicitaires et autres, pousse à la sur-consommation que l'on a nommé « consumérisme ». Le consumérisme est stimulé par l'obsolescence rapide des produits, la promotion du jetable au détriment du durable, la succession des modes, l'incitation permanente au nouveau, le souci individualiste de statut ou « standing », et aussi par les frustrations psychologiques et morales qui trouvent une consolation passagère dans l'achat et l'abus de boissons, nourritures, objets, gadgets.

D'où la difficulté mais aussi la nécessité d'une tempérance consummatrice qui pourrait prendre de multiples aspects :

- promouvoir la finalité qualitative, qui inciterait à la recherche et aux plaisirs de la qualité plutôt que de la quantité ; promouvoir une éducation à la qualité dans le choix des produits et aliments, vérifier les indicatifs de qualité (labels, appellations contrôlées, etc..)

- encourager les prises de conscience que la recherche éperdue de satisfactions matérielles vient souvent de profondes insatisfactions psychiques et morales

- favoriser les mouvements de réforme de vie qui sont des mouvements de recherche de qualité de la vie

Une politique d'économie doit tendre non tant à des restrictions ou privations qu'à une lutte contre les dilapidations consuméristes et à une promotion hautement bénéficiaire des qualités aux dépens des quantités.

Elle devrait favoriser les recyclages des déchets, notamment de papier ; favoriser le renouveau des artisanats de réparations (cordonnier, horloger, ravaudeurs divers) ; favoriser le retour à la consigne plutôt qu'au jetage des bouteilles (ce qui est le cas en Allemagne), à faire payer les sacs plastiques (ce qui est le cas en Irlande).

Elle devrait tendre à remplacer les hypermarchés de périphérie (gros consommateurs d'énergie) au profit des supermarchés de quartier et des commerces de proximité.

Elle devrait favoriser le développement des mouvements de consommateurs, des comités d'éthique de la consommation, des réseaux de « commerce équitable »

|

IV Politique de société et politique de civilisation

conclusions énergétiques

1 . Que les économies (quantitatives) soient compensées par des gains en qualité.

2. faire grand effort sur les énergies renouvelables conçues à la fois séparément et comme un tout
3. Attendre 2010 pour le nucléaire EPR
4. S'orienter vers une politique de civilisation

conclusion générale

A partir des impératifs de sécurité, d'autonomie, de sauvegarde de notre environnement, et inséparablement de promotion de la qualité de la vie, pourra être définie une politique qui ne se bornerait pas à varier taxations, détaxations, contrôles Ce serait une politique d'orientation, de régulation, de contrôle, de réforme.

La politique d'économie devrait être une politique où la restriction serait synonyme, non de privation, mais de tempérance. Elle comporterait une campagne contre les « intoxications » (auto) et les dilapidations, pour les recyclages et pour la promotion du qualitatif par rapport au quantitatif.

Une telle politique, qui dépasse les simples économies et les simples aménagements, comporterait réorientation et réorganisation, concernant tous les secteurs de la vie sociale et individuelle,

. Cette politique réformatrice nécessiterait certes des dépenses considérables (grands travaux urbains, lourds investissements sur les transports (ferroviaire) et sur l'habitat.. Mais toutes ces dépenses, non seulement seraient capables de relancer une activité économique en époque de stagnation et chômage, elle comporterait à terme d'énormes économies dans les dépenses de santé. La réduction massive, sous l'effet d'une nouvelle politique urbaine, des asthmes, bronchites, fatigues, maux en fait socio-psycho-somatiques, consommations d'antidépresseurs, drogues, somnifères, etc.. ainsi que corrélativement le développement de la qualité de la vie, comporteraient une réduction continue du budget de la santé publique. Enfin, donner un sens politique à la qualité de la vie, ouvrirait une espérance à une société aujourd'hui privée d'avenir.

Ici devrait s'inscrire une éducation de civilisation qui comporterait Education à la consommation (, la compulsion de consommation sa psychosociologie comment choisir, comment considérer la publicité, éduquer à la qualité) Education à l'automobile (analyser l'intoxication automobile). Education au tourisme (montrer l'avantage d'un rythme de voyage qui permet de jouir des pays, des paysages et des cultures plutôt que des inclusive tours précipités).

Une nouvelle politique nécessiterait l'action conjointe de l'Etat, des collectivités publiques, des associations privées et des citoyens. Elle appellerait ce qu'un sociologue a appelé une « gouvernance de concertation ». *Elle nécessiterait de conjuguer la socio-regulation, l'eco-regulation et l'ego-regulation* . Elle devrait affronter non seulement lobbies et corporatismes mais aussi apathie et indifférence. Elle appelle un éveil citoyen lequel se produirait par la prise de conscience des problèmes vitaux qui sont impliqués dans ce mot « énergie ».

Une politique pourrait et devrait mettre en œuvre des moyens immédiats. Mais il s'agit d'une politique à longue haleine, qui dépasse l'horizon 2010.. Au delà de l'immédiat, il faut donc indiquer la Voie.

Une telle politique demande de conjuguer prudence et hardiesse. Prudence pour garantir les sécurités, hardiesse pour promouvoir les reformes.

Il s'agit , à notre sens, d'une politique de société qui se confond avec une politique de civilisation. Il s'agit d'épanouir les bienfaits de notre civilisation et d'en réduire les maux. Le problème est complexe puisque le mal-être mental et affectif est inclus dans notre bien-être matériel. Il s'agit de redécouvrir que la finalité de la vie est dans le bien vivre et non dans le beaucoup avoir, dans la qualité , notamment des relations entre humains et non dans la quantité. Il s'agit de réorienter une culture quantitativiste vers une culture des qualités, au premier chef la qualité de la vie. Il s'agit d'épanouir l'individualité, en la complétant par les solidarités et les auto-régulations. La disparition des solidarités traditionnelles, l'égoïsme individualiste, le déchaînement du profit, la pression de civilisation, ont conduit non seulement à la surconsommation,et gaspillage, mais aussi à la dégradation de la civilité et du civisme. Comme la voie suivie jusqu'à présent nous conduit à l'aggravation de tous ces maux et périls, il s'agit par prises de consciences et reformes, de changer de voie, de changer de modèle. Dès lors, le mot de développement, même sous sa forme adoucie de « durable », ne convient plus. Il faudrait concevoir un épanouissement humain.

Edgar Morin - Paris, avril 2003.